

**MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

18 rue Henri Laforest

61100 - FLERS

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS***

Exercice clos le 31 décembre 2024

## MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

18 rue Henri Laforest

61100 - FLERS

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE,

### *Opinion*

---

En exécution de la mission complémentaire qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### *Fondement de l'opinion*

---

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## ***Justification des appréciations***

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre mission, nous avons été conduits à contrôler la comptabilisation des opérations relatives aux subventions octroyées et reçues de l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association par l'analyse des contrats et des conventions de subventions signées entre votre association et ses financeurs. Nous nous sommes également assurés du caractère raisonnable de l'évaluation des montants restant à encaisser sur ces subventions à la clôture de l'exercice.

Votre association comptabilise des subventions d'exploitation et des fonds dédiés, tel que décrit dans l'annexe des comptes annuels. Les dotations et les reprises afférentes aux fonds dédiés au cours de l'exercice sont récapitulées par nature de programme dans l'annexe des comptes. Dans le cadre de notre mission, nous avons pu nous assurer de l'état de l'avancement des projets financés par ces fonds, et du caractère acceptable du montant des fonds dédiés constatés dans le compte de résultat de l'exercice.

## ***Vérifications spécifiques***

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration ainsi que dans les autres documents adressés aux membres de l'association.

## ***Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels***

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## ***Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels***

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Alençon, le 27 juin 2025

Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO ORNE**

Sébastien LANDAIS



*Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe*

ASS Mission Locale des Jeunes du Bocage

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	13 638	12 957	681	0
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		<b>TOTAL</b>	<b>13 638</b>	<b>12 957</b>	<b>681</b>	<b>0</b>
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
	Immobilisations corporelles en cours	Inst. techniques, mat.out. industriels	121 034	114 293	6 741	9 380
		Avances et acomptes				
		<b>TOTAL</b>	<b>121 034</b>	<b>114 293</b>	<b>6 741</b>	<b>9 380</b>
		Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés	15		15	
	Autres	Prêts				
		Autres				
		<b>TOTAL</b>	<b>15</b>		<b>15</b>	
		<b>Total I</b>	<b>134 688</b>	<b>127 251</b>	<b>7 437</b>	<b>9 380</b>
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
	Autres		299 848		299 848	183 311
		<b>TOTAL</b>	<b>299 848</b>		<b>299 848</b>	<b>183 311</b>
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	511 231		511 231	580 920
		Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>	2 851		2 851	2 594
		<b>Total II</b>	<b>813 931</b>		<b>813 931</b>	<b>766 826</b>
		Frais d'émission des emprunts III				
		Primes de remboursement des emprunts IV				
		Ecart de conversion Actif V				
		<b>TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)</b>	<b>948 619</b>	<b>127 251</b>	<b>821 368</b>	<b>776 206</b>
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

ASS Mission Locale des Jeunes du Bocage

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	14 596	14 596
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	40 579	40 579
	Report à nouveau	456 111	409 021
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	26 390	47 089
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>537 678</b>	<b>511 287</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
<b>Total I</b>		<b>537 678</b>	<b>511 287</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total I bis</b>			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	6 253	11 533
<b>Total II</b>		<b>6 253</b>	<b>11 533</b>
Provisions	Provisions pour risques	194 050	176 016
	Provisions pour charges		
<b>Total III</b>		<b>194 050</b>	<b>176 016</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 019	15 420
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	65 366	61 949
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	0	0
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
<b>Total IV</b>		<b>83 386</b>	<b>77 370</b>
Écart de conversion Passif V			
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>821 368</b>	<b>776 206</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASS Mission Locale des Jeunes du Bocage

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 033 758	1 059 646
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	18 706	78 637
	Utilisations des fonds dédiés	5 280	2 500
	Autres produits		
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 057 744	1 140 783
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	166 962	170 945
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	47 044	46 159
	Salaires et traitements	601 471	636 297
	Charges sociales	195 727	189 494
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	5 757	6 788
	Dotations aux provisions	18 034	24 148
	Reports en fonds dédiés		11 533
	Autres charges		
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 034 997	1 085 365
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	22 746	55 418



ASS Mission Locale des Jeunes du Bocage

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 643	2 616
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 643	2 616
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		3 643	2 616
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		26 390	58 034
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		6
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		6
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		10 951
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		10 951
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			-10 945
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices VII VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 061 388	1 143 405
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 034 997	1 096 316
EXCÉDENT OU DÉFICIT		26 390	47 089
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature		322	
Prestations en nature		33 261	33 261
Bénévolat			
Total		33 583	33 261
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature		322	
Mises à disposition gratuite de biens		33 261	33 261
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total		33 583	33 261

## 1 **Objet social**

La structure accompagne dans leurs démarches d'insertion les jeunes demandeurs d'emploi âgés de 16 à 25 ans, domiciliés sur le territoire du Pays du Bocage.

Elle met en œuvre un accompagnement individualisé des jeunes pour favoriser leur insertion professionnelle et sociale. Elle intervient dans les domaines de l'emploi, de la formation, de l'orientation, du logement, de la mobilité, de la santé, de la vie quotidienne, de la relation avec les entreprises et les autres partenaires du territoire.

Le territoire concerné est le Pays du Bocage, et concerne les groupements de communes participant au coût de fonctionnement de l'association :

- Flers Agglo
- Communauté de Communes du Domfront – Tinchebray Interco
- Communauté de Communes du Pays d'Andaine
- Communauté de Communes d'Andaine - Passais
- Communauté de Communes du Val d'Orne

## 2 **Principes, règles et méthodes comptables**

### 2.1 **Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 2.2 **Changement de méthodes comptables**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable sur cet exercice.

**CERTIFIÉ**  
*Le Commissaire*  
*aux Comptes*

52

### 3 Informations relatives au bilan

#### 3.1 Actif

##### 3.1.1 Tableau des immobilisations

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	12 847 €	792 €		13 639 €
Immobilisations corporelles	123 667 €	3 008 €	5 640 €	121 035 €
Immobilisations financières		15 €		15 €
<b>Total</b>	<b>136 514 €</b>	<b>3 815 €</b>	<b>5 640 €</b>	<b>134 688 €</b>

##### 3.1.2 Tableau des amortissements

Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	12 847 €	111 €		12 958 €
Immobilisations corporelles	114 287 €	5 647 €	5 640 €	114 294 €
<b>Total</b>	<b>127 134 €</b>	<b>5 758 €</b>	<b>5 640 €</b>	<b>127 251 €</b>

##### 3.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

##### 3.1.3.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 an

**CERTIFIÉ**  
Le Commissaire  
aux Comptes

SC

### 3.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

#### 3.1.4.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :

Nature de l'immobilisation	Montants Investissements directs
Logiciels	792 €
Matériel de bureau et informatique	3 008 €
Parts sociales	15 €

#### 3.1.4.2 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Agencements, aménagements	Linéaire	3 à 10 ans

## 3.2 Passif

### 3.2.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice			Solde à la clôture
		Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	
Fonds propres sans droit de reprise	14 597 €				14 597 €
Fonds propres avec droit de reprise	40 579 €				40 579 €
Report à nouveau	409 022 €	47 090 €			456 112 €
Excédent ou déficit de l'exercice	47 090 €	-47 090 €	26 391 €		26 391 €
<b>TOTAL</b>	<b>511 287 €</b>	<b>0 €</b>	<b>26 391 €</b>		<b>537 678 €</b>

**CERTIFIÉ**  
Le Commissaire  
aux Comptes

SC

### 3.2.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention, soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer.

Notre entité a choisi de comptabiliser dès l'exercice d'octroi la totalité de la subvention en résultat exceptionnel.

### 3.2.3 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
Mobilité	11 533 €		5 280 €			6 253 €	
TOTAL	11 533 €		5 280 €			6 253 €	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

**CERTIFIÉ**  
Le Commissaire  
aux Comptes

SC

### 3.2.4 Provisions pour risques et charges

#### 3.2.4.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provision à la fin de l'exercice
Provision pour risque de reversement ASP	23 146 €			23 146 €
Provision pour risque de reversement subvention FSE	25 300 €	12 562 €		37 862 €
Provisions pour PIDR	127 570 €	5 473 €		133 043 €
<b>Total</b>	<b>176 016 €</b>	<b>18 035 €</b>		<b>194 051 €</b>

### 3.2.5 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total <sup>(1)</sup>
I. D. R.	133 043 €		133 043 €

L'engagement de retraite est calculé avec les variables suivantes :

- Un taux d'actualisation de 3.10 % (3.34 % en 2023)
- Un taux de cotisations sociales de 55 % pour les cadres et 40 % pour les non-cadres, idem 2023
- Un taux d'évolution des salaires de 3 % (4 % en 2023)

Jusqu'en 2019, le taux utilisé pour le calcul du turn-over était unique (3.92% pour 2019) quel que soit le statut du personnel concerné.

A partir de 2020, le taux retenu est affiné par statut et par tranche d'âge selon les données suivantes :

Statut	Tranche d'âge	Taux de turnover %/1 an
Cadre	de 0 à 19 ans	0
Cadre	de 20 à 29 ans	7
Cadre	de 30 à 39 ans	4
Cadre	de 40 à 49 ans	1
Cadre	de 50 à 59 ans	2
Cadre	de 60 à 69 ans	0
Employé	de 0 à 19 ans	0
Employé	de 20 à 29 ans	7
Employé	de 30 à 39 ans	4
Employé	de 40 à 49 ans	1
Employé	de 50 à 59 ans	2
Employé	de 60 à 69 ans	0

**CERTIFIÉ**  
Le Commissaire  
aux Comptes

55

### 3.3 Créances et dettes – Détail par échéances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Autres	299 848 €	299 848 €		Dettes fournisseurs et Comptes rattachés	18 019 €	18 019 €		
Charges constatées d'avance	2 851 €	2 851 €		Dettes fiscales et sociales	65 366 €	65 366 €		
<b>Total</b>	<b>302 699 €</b>	<b>302 699 €</b>		<b>Total</b>	<b>83 385 €</b>	<b>83 385 €</b>		

## 4 Autres informations

### 4.1 Produits

Ventilation des produits d'exploitation :

Financiers	Montants
Pôle Emploi	63 931 €
DSETSP	637 153 €
FSE	125 615 €
Conseil Régional	94 113 €
Communauté de communes	70 135 €
Conseil Départemental	29 210 €
ARS (via ARML)	6 900 €
Subvention CAF promeneur du net	500 €
Subventions sur exercices antérieurs	6 201 €
<b>Total</b>	<b>1 033 758 €</b>

Ces produits sont comptabilisés dès la décision d'octroi et rattachés à l'exercice d'octroi.

En cas de financement de projet, les subventions sont comptabilisées dès la décision d'octroi et rattachées à l'exercice d'octroi. La part non consommée (fonction des dépenses non encore engagées lors de la clôture) est constatée en fonds dédiés (cf 3.2.3.).

**CERTIFIÉ**  
Le Commissaire  
aux Comptes

SC

## 4.2 Contributions volontaires en nature

La ville d'Athis, la ville de Tinchebray-Bocage, Putanges (locaux CDC Val de L'Orne), Briouze (centre culturel du Houllme Flers Agglo), Passais la Conception (locaux CDC Andaine Passais), ville de Domfront et la ville de la Ferté Macé ainsi que la ville de Flers, pour les permanences dans les quartiers St Michel et St Sauveur, mettent gratuitement à disposition la Mission Locale des Jeunes du Bocage des bureaux, lignes téléphoniques, fax et photocopieurs.

La valorisation de ces mises à disposition est de 33 261 €.

Cette valorisation est calculée à partir d'un coût par permanence sur une commune, multiplié par le nombre de permanences tenues sur l'ensemble des communes.

## 4.3 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 086 € TTC

**CERTIFIÉ**  
**Le Commissaire**  
**aux Comptes**

SL



# **MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

18 rue Henri Laforest

61100 FLERS

## ***RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES***

Exercice clos le 31 décembre 2024

IN EXTENSO ORNE

Agence : ALENCON

Siège social : 30 rue d'Alençon Condé sur Sarthe BP 321 61009 Alençon Cedex

SAS au capital de 150 000 euros

RCS : Alençon-NAF : 6920Z- SIRET : 30817433300036

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes Ouest Atlantique

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables de Normandie

**MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
18 rue Henri Laforest  
61100 Flers

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association MISSION LOCALE DES JEUNES DU BOCAGE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

***Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale***

---

**Conventions intervenues au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Alençon, le 27 juin 2025  
Le commissaire aux comptes

**IN EXTENSO ORNE**

  
Sébastien LANDAIS